

Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie du
23 juillet 2019 relative aux conditions d'injection de biométhane dans
les réseaux de gaz et à l'introduction d'un timbre d'injection

CONSULTATION N° 2019-015 du 23 juillet 2019

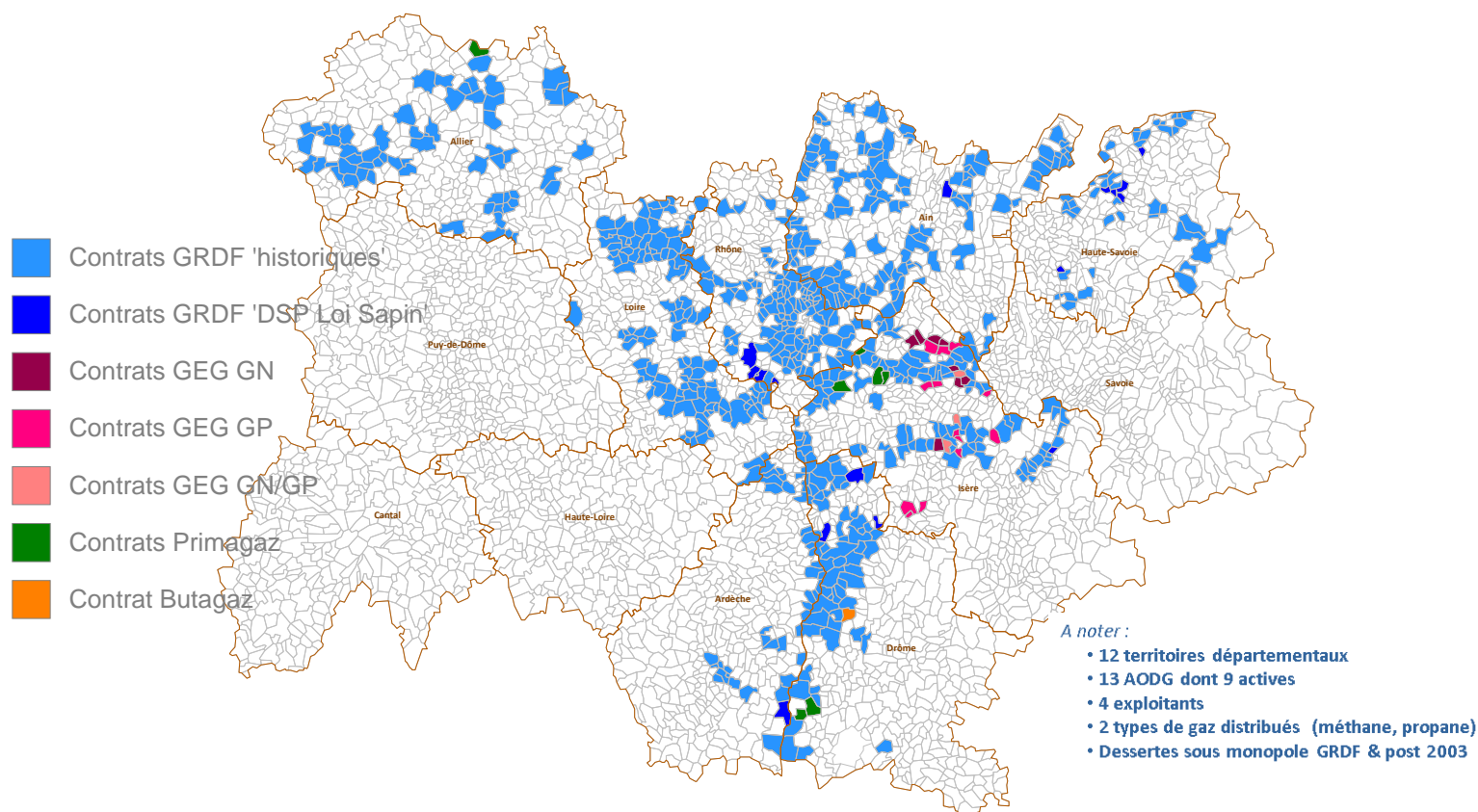
Réponse TEARA du 11 septembre 2019

LIMINAIRE

Les autorités organisatrices de la distribution de gaz rassemblées régionalement au sein de TEARA constituent un maillon essentiel pour le développement des infrastructures publiques de desserte gazière dans des conditions transparentes définies par des cahiers des charges de concession.

A la faveur des évolutions législatives dès le début des années 2000 avec notamment la possibilité offerte aux communes de faire appel à l'opérateur de leur choix (article 8 du décret n°99-278 du 12 avril 1999 et codifié dans le code de l'énergie article L 432-6) certaines autorités organisatrices ont signé des contrats de concession de distribution publique de gaz dit « combustible » comprenant des distributions de propane et/ou de gaz naturel (cf. carte ci-dessous)

Autorités organisatrices de la distribution d'énergie de TEARA actives dans le domaine des gaz combustibles

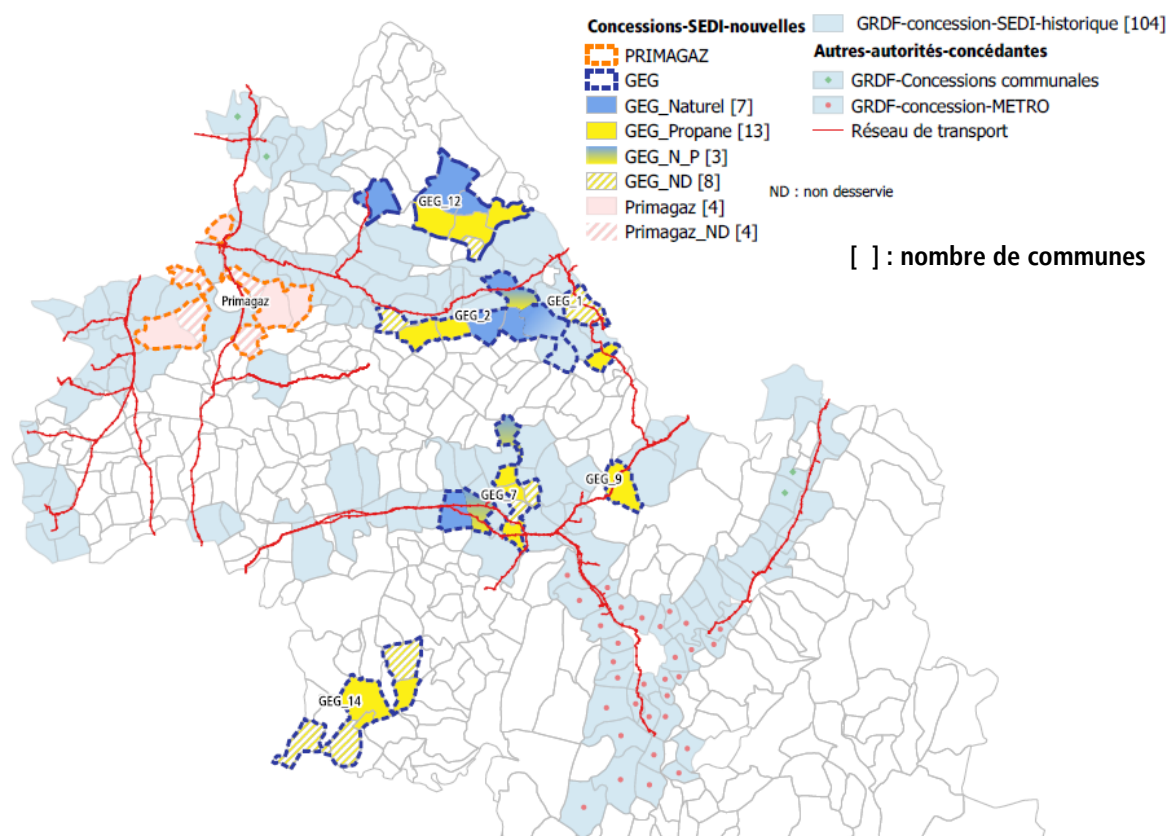


Elles disposent d'un retour d'expérience de plusieurs années avec des opérateurs de gaz naturel et de propane sur la gestion de ces contrats.

La carte ci-dessous illustre, à titre d'exemple, ce développement sur le département de l'Isère suite aux actions engagées par le Syndicat des Energies de l'Isère (SEDI).

Dix ans après la signature de 6 contrats de concession avec l'opérateur GreenAlp (Ex GEG) et un contrat avec l'opérateur Primagaz le réseau de distribution de gaz naturel représente 70 km de canalisations de gaz naturel et 30 km de propane.

Ces infrastructures de distribution publiques proches des réseaux de distribution « historique » exploités par GRDF et de transport s'agissant du gaz naturel (cf. carte ci-dessous) ou plus éloignés pour le propane représentent une opportunité pour faciliter l'injection de biogaz notamment par leur fonction de maillage possible avec les réseaux « historiques ».



REMARQUES GÉNÉRALES

Plus récemment, la forte demande de valorisation de la production de biogaz par la voie de l'injection dans les réseaux de distribution publique, renforce le rôle des autorités organisatrices.

Elles sont sollicitées par les porteurs de projets de production de biogaz et les collectivités à la faveur de la loi EGalim n°2018-938 créant un droit à l'injection précisé dans le décret n°2019-665 et arrêté du 28 juin 2019 objets de cette consultation.

Malgré ce rôle prépondérant, elles constatent que certaines dispositions réglementaires prises sans leur concertation freinent l'utilisation pour acheminer le biogaz des ouvrages existants qu'elles ont contribué pour certains par la signature de contrats de concession à l'issue d'une procédure de délégation de service public en application de la loi SAPIN.

En effet, le dispositif de soutien au financement des « renforcements », comprenant le maillage et le rebours, repose sur une prise en charge, encadrée par le décret et l'arrêté,

- par le tarif ATRD « historique » ou « péréqué » de chaque gestionnaire de réseau pour les renforcements à effectuer sur leur zone péréquée (tarif d'acheminement « historique » révisé périodiquement entre la CRE et les gestionnaires de réseau sur le périmètre respectif de chaque gestionnaire de réseau).
- par le tarif non péréqué de chaque concession pour les renforcements à effectuer sur les nouvelles dessertes postérieures à la délibération de 2008 de la CRE qui instaure le principe d'un tarif différencié non péréqué propre à chaque nouvelle concession et qui a été reprise dans l'arrêté du 2 juin 2008

Or dans certains cas, l'utilisation des canalisations sur les zones non péréquées pourraient utilement servir au renforcement (maillage) nécessaire à l'injection du biogaz. Il en va de même des coûts des raccordements des sites d'injection de biométhane dont la réfaction tarifaire (40% de prise en charge dans le tarif péréqué, cf. arrêté du 30 novembre 2017 relatif au niveau de prise en charge des coûts de raccordement à certains réseaux publics de distribution de gaz naturel des installations de production de biogaz, en application de l'article L. 452-1 du code de l'énergie) est conditionnée par un raccordement sur un réseau situé en zone péréquée.

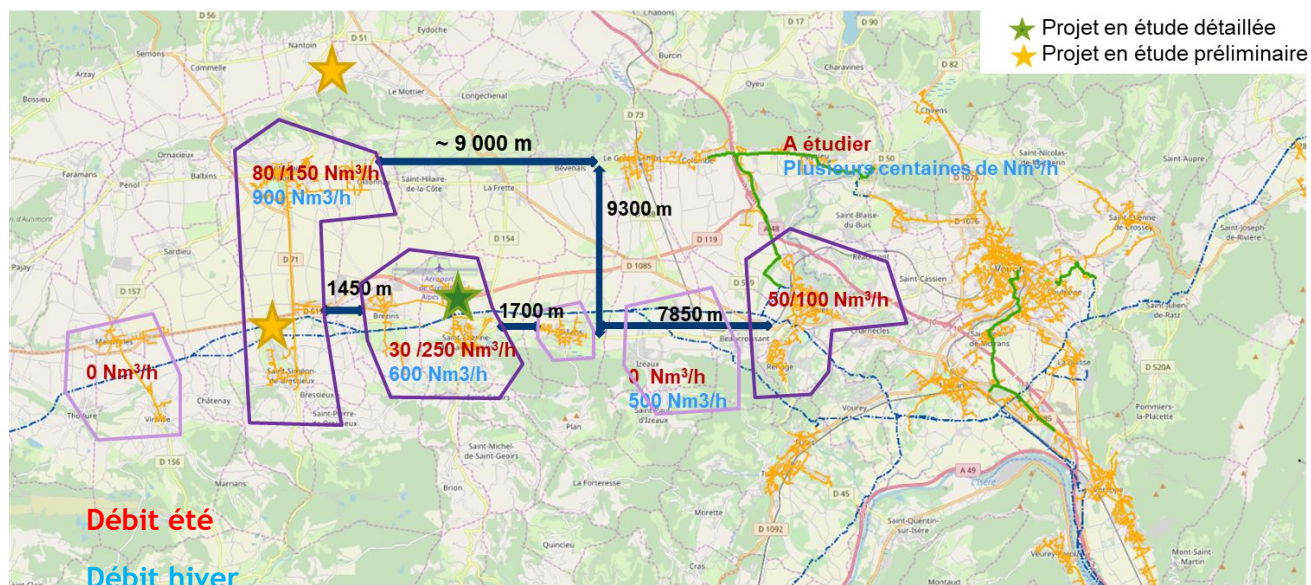
L'exemple ci-dessous illustre ces propos :

Trois projets ont été étudiés dont un au stade de l'étude détaillée.

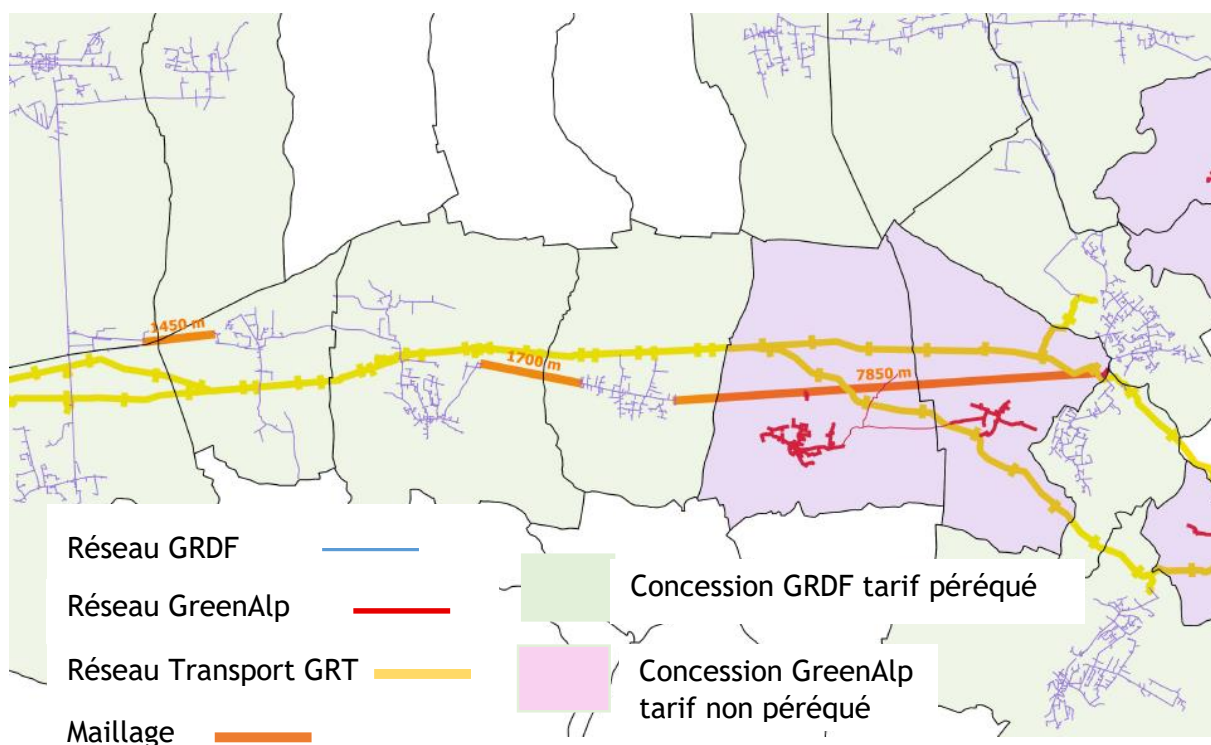
Ils sont situés dans une zone de réseaux de distribution (polygone violet sur la carte) dont les consommations durant l'été ne permettent pas, chacun séparément, d'absorber la production (débit en rouge sur la carte), d'où la nécessité de mailler les réseaux existants.

L'utilisation et l'adaptation des canalisations exploitées par GreenAlp pour un maillage des réseaux avec ceux de la zone péréquée permettrait de minimiser les coûts d'environ **440 k€ en réduisant le linéaire à construire**. Or dans ce cas, le tarif non péréqué de la concession de GreenAlp ne génère pas les recettes clients suffisantes pour financer les adaptations du réseau existant et construction des 2 km sur le territoire de cette concession. De surcroît, il convient de prendre en compte le plafond annuel des coûts de renforcement fixé à 0.4 % des recettes annuelles d'acheminement soit 792 € ! (source compte rendu annuel d'activité ; recettes 2018 : acheminement gaz naturel 197 905 €, propane 101 132 €).

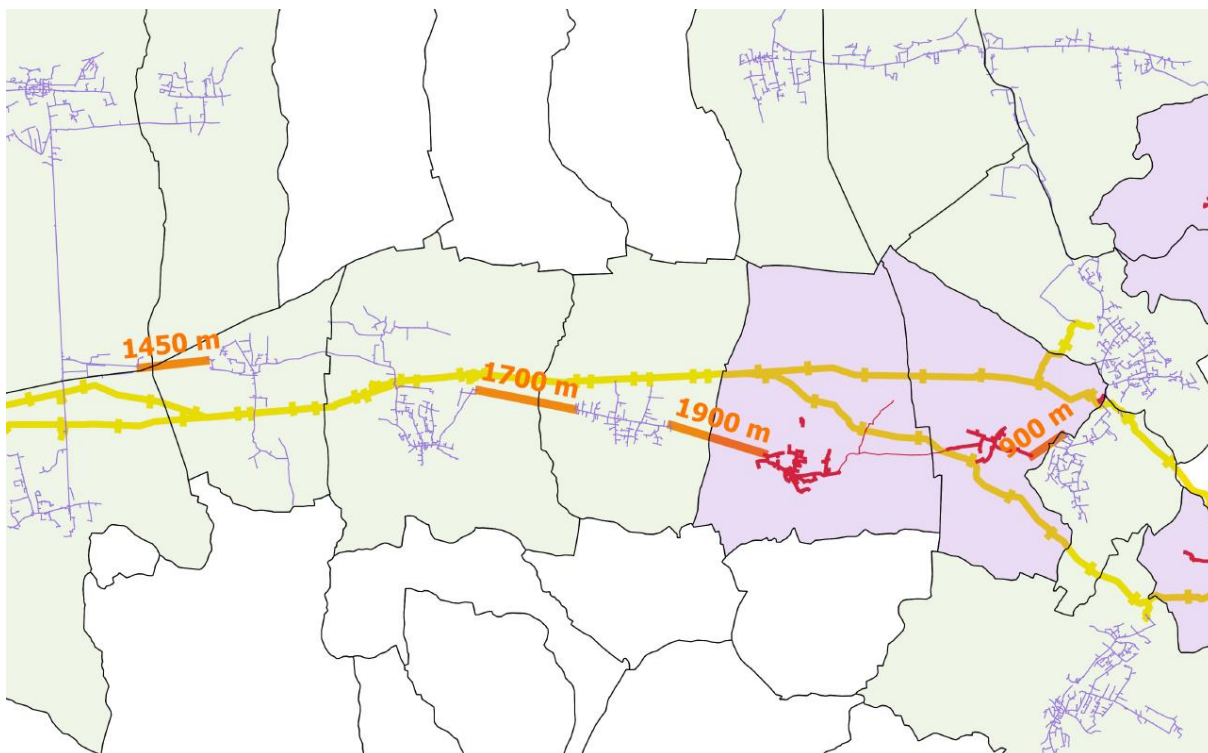
La situation actuelle



raccordement des 3 projets de la zone (sans GreenAlp)



Raccordement des 3 projets de la zone (avec GreenAlp)



Les autorités concédantes souhaitent qu'une réflexion s'engage pour construire un dispositif de péréquation plus large s'affranchissant des contraintes décrites ci-avant sur la prise en charge d'une fraction des coûts de raccordements (réfaction de 40 %) et de renforcements (critère I/V du décret et seuil fixé par arrêté) qui ne dépendent plus du type de réseau.

Des exemples existent pour les gestionnaires et maitres d'ouvrage sur les réseaux de distribution électrique tels que le compte d'affectation spéciale « financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » et le Fonds de Péréquation de l'Électricité.

Parmi les solutions techniques envisagées pour répondre aux besoins décrits dans le premier schéma, **celle du rebours vers le réseau de transport en fait partie.**

Mais les probabilités génériques pour l'ensemble de la France définies par l'arrêté font que cette solution ne passe pas le seuil du critère technico-économique, alors qu'elle permettrait à d'autres projets ultérieurs d'émerger sur la zone.

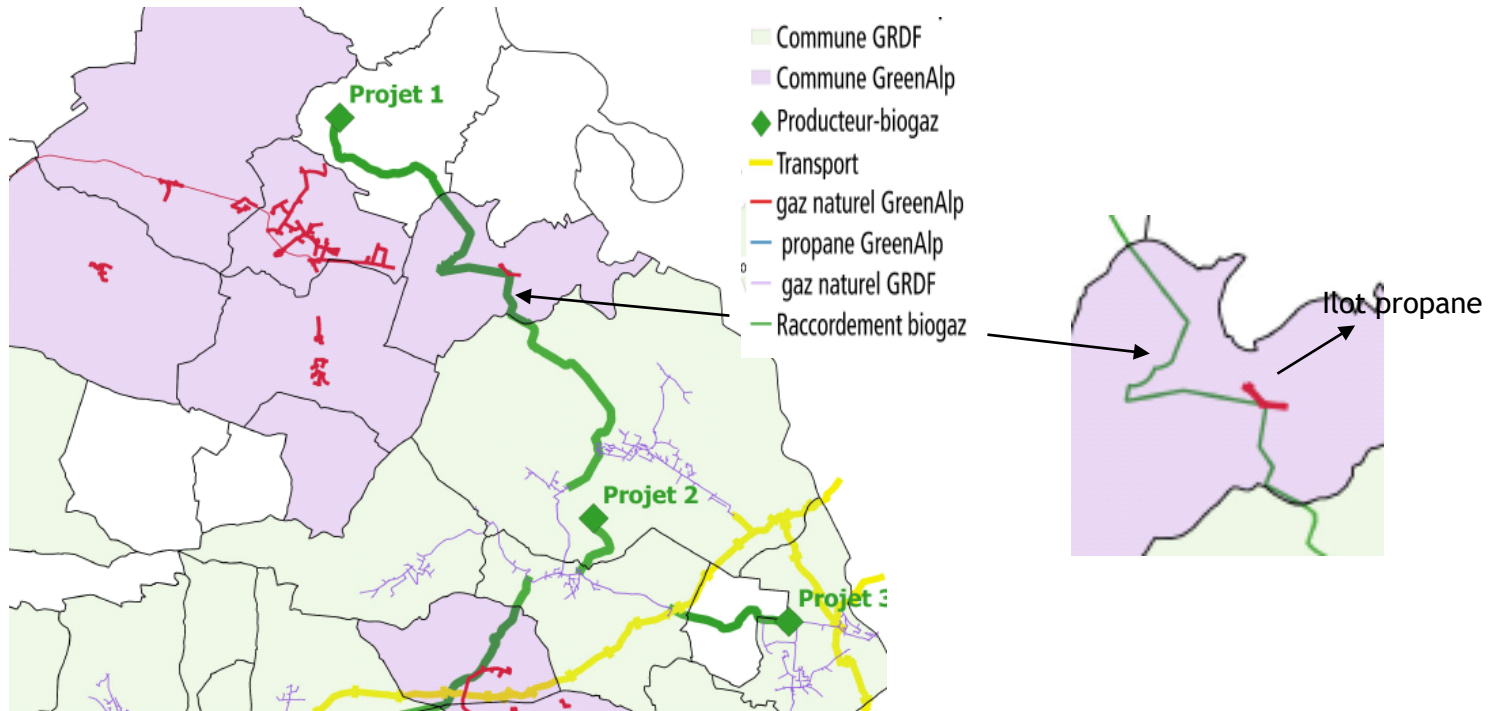
Les autorités concédantes suggèrent une déclinaison plus régionale du critère permettant à des projets agricoles de tailles différentes sur des territoires comme celui décrit ci-dessus de se concrétiser car le potentiel méthanisable de la zone est bien présent.

Par ailleurs, si les distributions publiques sous la forme d'ilôts propanés permettent d'offrir aux usagers un service supplémentaire dans des zones éloignées du réseau de gaz naturel, elles ont été envisagées de manière provisoire en attendant un basculement vers le gaz naturel.

Or, l'un des freins au basculement est le statut de ces canalisations qui seraient considérées en rang 2 dès lors qu'elles seraient raccordées au réseau en zone péréquée de gaz naturel. Cette qualification de rang 2 s'entendait pour une distribution dont le flux gazeux provenait des réseaux de transport vers le distributeur raccordé au réseau de transport puis celui

raccordé en aval du premier distributeur. La production de biogaz inversant temporairement le sens du flux il convient de revoir cette qualification ainsi que les coûts effectivement supportés par le GRD de rang 1 pour l'exploitation des réseaux d'amenée à l'interface entre les deux gestionnaires de réseaux.

Illustration d'un ilot propane à proximité d'un réseau de collecte de biogaz



RÉPONSES AUX QUESTIONS DE LA CONSULTATION

Q1 : Êtes-vous favorable aux modalités de construction du zonage de raccordement envisagées par la CRE et notamment au critère technico-économique retenu (critère I/V élargi) ?

Le critère I/V élargi permet de s'affranchir des conditions trop restrictives du décret en calibrant les zones de raccordement en fonction des projets.

Le premier zonage de raccordement sur des critères automatiques et standardisés risque d'être fort éloigné des zones définies localement en fonction des projets.

Q2 : Êtes-vous favorable à la méthodologie d'implication des acteurs locaux proposée par la CRE ?

Les autorités concédantes insistent pour être consultées suffisamment tôt et non au moment où il est nécessaire de signer une convention d'accord local entre AODE et concessionnaires gaz pour le raccordement d'un site d'injection de biométhane, situé sur zone non desservie ou traversant des zones non desservies ou sur le territoire d'un autre distributeur que celui effectuant le raccordement, afin de ne pas retarder les projets. En effet, il convient d'obtenir l'accord de la commune dont les habitants subiront les inconvénients des travaux d'implantation d'ouvrages de distribution publique sans pour autant, dans bien des cas, pouvoir bénéficier d'un raccordement à la canalisation sauf si les conditions technico-économiques sont favorables à la création d'un service public en général délégué.

Pour rappel, la procédure de délégation de service public en application de la loi SAPIN nécessite a minima un an de procédure.

Par ailleurs, il n'est pas prévu que l'élaboration d'une solution de renforcement concertée entre le GRT et les GRD (cas des rebours) fassent l'objet d'une consultation des acteurs locaux dont les AODE, seul est explicité le processus de validation par la CRE de ces programmes d'investissement.

Cette absence de concertation pour les rebours ne facilite pas la prise de décision relative à la possibilité d'un financement par un tiers de la fraction des renforcements (rebours compris) non couverte par le tarif;

Q3 : Êtes-vous favorable au format de livrable proposée par la CRE pour le zonage de raccordement ? Estimez-vous que celui apporte la visibilité nécessaire à la filière ? Partagez-vous le code couleur retenu ?

Oui cela contribue à la visibilité des différents acteurs et renforce les actions de la commission consultative paritaire sur l'énergie, sous l'égide des autorités organisatrices, pour coordonner et mettre en cohérence avec les EPCI les actions en faveur de la transition énergétique.

Ces zones de raccordements permettraient de mieux informer les décideurs publics sur les possibles doublons avec les réseaux de chaleurs.

Q4 : Êtes-vous favorable au calendrier de mise en place, aux modalités et à la fréquence d'actualisation du dispositif de zonage de raccordement ?

Seule la mise en pratique des dispositions prévues par le décret permettra d'avoir un avis sur cette question.

Q5 : Êtes-vous favorable aux modalités de validation des investissements de renforcement envisagées par la CRE ?

Oui dès lors qu'un examen par la CRE a bien lieu sur les situations décrites ci-dessus comprenant l'utilisation des réseaux existants permettant le maillage entre plusieurs GRD et/ou entre des zones péréquées et non péréquées.

Q6 : Êtes-vous favorable aux modalités de déclenchement des investissements de renforcement proposées par la CRE

Cette question renvoie aux modalités de concertation avec les AODE en particulier sur les rebours distribution-transport

Q7 : Êtes-vous favorable à la méthode de quote-part proposée par la CRE ?

Q8 : Êtes-vous favorable aux seuils d'éligibilité proposés par la CRE et estimez-vous qu'il faille mettre en place d'autres critères ?

Q9 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'aligner le traitement des ouvrages mutualisés en transport sur le traitement des extensions mutualisée en distribution ?

Ces questions font référence à la mutualisation des coûts et renvoient aux remarques générales sur la péréquation

Q10 : Etes-vous favorable aux principes retenus par la CRE pour introduire un timbre d'injection pour les pro-ducteurs de biométhane ainsi qu'aux modalités de facturation envisagées ?

Q11 : Les modalités de calcul et le niveau du timbre d'injection envisagé à ce stade vous semblent-t-il pertinents ?

Les autorités organisatrices sont favorables au maintien du principe du timbre-poste donc indépendant du lieu d'expédition et de réception pour la contribution à la partie exploitation des coûts rendus nécessaires pour adapter les réseaux de transport et distribution.

S'agissant de l'incitation supplémentaire, via le tarif, à des choix d'emplacement plus pertinents des sites de productions de biogaz, les autorités organisatrices constatent que la part non réfactée des coûts de raccordement constitue déjà une part importante des projets particulièrement dans le secteur agricole.

Il conviendrait par ailleurs que cette optimisation des coûts d'adaptation ne se fasse au détriment des coûts environnementaux liés au transport des intrants.